



DECISION N° 2024-161

**Convention de Mise à Disposition - Ville de
Perpignan / Association Mourir dans la Dignité - 52
rue Maréchal Foch**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

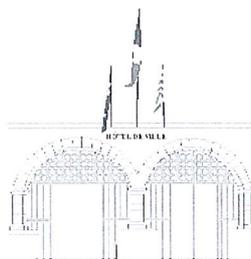
Considérant que l'association Le Droit de Mourir dans la Dignité a sollicité la mise à disposition d'une salle au sein de l'immeuble communal, sis 52 rue Maréchal Foch à Perpignan.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville met à disposition de l'association Le Droit de Mourir dans la Dignité, la salle polyvalente (B05), d'une superficie de 36,27 m², située au rez-de-chaussée de l'immeuble communal, sis 52 rue Maréchal Foch à Perpignan, à usage de formation et de réunion.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} novembre 2023. Sa reconduction devra être formulée de façon expresse.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommations électricité & eau, chauffage, à l'exclusion du téléphone sont à la charge de la Ville.



ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **23 JAN. 2024**

ID Télétransmission : 066-216601369-20240123-186385-AU-1-1

Accusé reçu le : **23 JAN. 2024**

Affiché le : **23 JAN. 2024**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

